


# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
## ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ, 5 ΑΠΡΙΛΙΟΥ 1978 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 49


ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ



## ΝΟΜΟΙ

(1)

### ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 763

***Περὶ κυρώσεως τοῦ ἀπὸ 20 Ὀκτωβρίου 1977 Β' Πρωτοκόλλου Χρηματοδοτήσεως μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας.***

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον Πρῶτον

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν Νόμου τὸ ὑπογραφὲν εἰς Παρισίους τὴν 20 Ὀκτωβρίου 1977, μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας Β' Πρωτόκολλον Χρηματοδοτήσεως, τοῦ ὁποίου τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν ἔχει ὡς ἕπεται:

## PROTOCOLE FINANCIER

entre le Gouvernement de la République hellénique et le Gouvernement de la République française.

Dans le souci de poursuivre le renforcement des liens traditionnels d'amittié et de cooperation qui unissent les deux pays, le Gouvernement de la République hellénique et le Gouvernement de la République française sont convenus de conclure le présent protocole financient.

Article 1

Montant et objet des concours financiers.

Le Gouvernement français consant au Gouvernement hellénique des facilités de crédit d'un montant maximum de CENT VINGT CINQ (124) millions de francs pour financer :

— dans la limite d'un montant maximum global de TRENTE (30) MILLIONS de francs, l'achat en France de biens d'équipement et services français agréée par les deux parties et figurant sur la liste indicative annexée au present protocole ;

— pour le solde, l'achat en Frence de biens et services français destinés à la réalisation de projets industriels agrées par les deux parties et correspondant aux secteurs économiques qui figurent sur la loste indicative annexée au présent protocole.

Ces concours financiers prennent la forme :

— de prêts du Trésor public français d'un montant global maximum de VINGT-CINQ (25) MILLIONS de francs.

— de crédits privés d'un montant global maximum de CENT (100) MILLIONS de francs garantis par la Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur (COFACE).

Article 2

Mécanisme d'utilisation des concours financiers.

Le financement des projets qui seront retenus au titre du présent protocole est assuré par l'utilisation conjointe des prêts du Trésor, d'une part, des crédits privés garantis, d'autre part.

a) Le montant des droits de tirage sur les prêts du Trésor français est fixé à VINGT (20) % du montant rapatriable en France des commandes de biens et services français.

b) L'utilisation des prêts du Trésor public français est réservée au financement des acomptes versés aux fournisseurs français, qui seront donc égaux à VINGT POUR CENT (20 %) du montant des biens et services d'origine français. Le montant des acomptes versés à la commade devra être égal à DIX pour CENT (10 %) au moins du montant visé à l'alinéa a) ci-dessus.

c) Les crédits privés garantis couvrent le solde du financement des projects à concurence de QUATRE-VINCTS POUR CENT (80 %) de la part rapatriable.

Article 3

Modalités et conditions des facilités de crédits.

a) Les prêts du Trésor portent intérêt à TROIS ET DEMI POUR CENT (3.5 %) sur le montant restant dû et sont amortissables en QUINZE (15) ansì en VINGT-CINQ (25) semestrialités égales et successives à l'issue d'un différé d'amortissement de TRENTE (30) mois.

b) Les intérêts courent à partir de la date de chaque tirage et sont liquidés et payés à la fin de chaque semestre.

c) Une convention d'application entre la Banque de Gréce agissant pour le compte du Gouvernement hellénique et le Crédit National agissant pour le compte du Gouvernement français précisera les modalités d'utilisation et de rempoursement des prêts du Trésor français.

d) Les crédits privés garantis seront amortis :

— pour ce qui concerne les projets industriels en VINGT (20) semestrialitée égales et successives à compter des livraisons d'équipement ou de la mise en service des installations, selon les stipulations du contrat, commercial ou de la convention bancaire;

— pour ce qui concerne les biens d'équipement ou services en DIX (10) semestrialités égales et successives à compter des livraisons ou de l'éxécution.

Le contrat commercial ou la convention bancaire fixeront également les taux d'intérêt de ces crédits. qui seront les taux usuels des crédits de l'espèce. Ces crédits seront garantis par la Banque de Grèce.

e) La monnaie de compte et de paiement utilisée est le franc français.

Article 4

Délai de mise en oeuvre.

Pour ouvrir droit aux crédits définis à l'article 1, les contrats particuliers passés avec les fournisseurs français devront être conclus au plus tard le 31 mars 1979. Ils devront atteindre un montant minimum de DIX (10) MILLIONS de france pour les projets industriels et de UN (1) MILLION de francs pour les biens d'équipe ment ou services.

Aucun tirage sur le prêt du Trésor ouvert par le présent Protocole ne pourra intervenir postérieurement au 31 mars a1981.

Ces dates – limites pourront être protogées d'un commun accord entre les administrayions française et hellénique.

Article 5

Modalités d'imputation.

L'impurtation sur le présent protocole des contrats afférents aux projets industriels et aux biens d'équipement ou services visés à l'article ler sera décidée par échange de lettres entre le Conseiller Commercial près l'Ambassade de France à ATHENES. agissanr sur délégation des autorités françaises compétentes et le service compétent du Ministère de la Cooèdination.

La même procédure d'échange de lettres pourra modifier la liste indicative annexée au présent protocole.

Article 6

Tranport et assurance.

Les contrats financés au titre du présent ptotocole sont facturés au prix F.O.B. ; toutefois, dans le cas où le transport serait effectué par un navire battant pavillon français et l'assurance contractée auprès d'un compagnie francaise, le financement du frêt et de l'a ssurance pourrait être assuré dans les proportions visées à l'atricle 1 ci - dessus, par utilisation du prêt du Trésor et des crédits privés garantis.

Article 7

Entrée en application.

Le présent protocole entre en vigueur à la date de sa signatures.

Fait à PARIS, le 20 octobre 1977
(en double exemplaire)

Pour le Gouvernement de la
République hellénique.
PIERRE PAPADAKIS

Pour le Gouvernement de la
République française
MICHEL PEBEREAU

LISTE INDICATIVE

des Secteurs de l'Economie Hellénique et des Biens d'Equipement et Services Pouvant Beneficier du Financement par les Credits OUverts par le Protocole.

1. Secteurs dont relévent les projets industriels visés à l'article 1.

— télécommuniactions

— unités de production pour les industries agricoles et alimentaires

— mini-aciéries et ateliers complets pour l'industrie sidérurgique

— production et distribution d'électricité (y compris les équipements électriques d'une cinenteric)

— équipement électronique d'aéroport

— lignes de production de plastiques.

2. Biens d'écuipement.

— machines - outils

— équipements et matériel agricoles

— matériel et machines pour les industries alimentaires

— matériel de radiologie et matériel chirurgicel

— matériel destiné à la recherche scientifique et médicale

— matériel de climatisation industrelle

— matériel destiné aux chemins de fer et au métro (matériel de traction, matériel de télécommunications et de signalisation, machines et équipement de levage pour les ateliers d'entretien)

— matériel lourd de travaux publics (excavatrices, pelleteuses)

— bateaux divers.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΗΣΕΩΣ

Μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας.

Εἰς τὴν προσπάθειαν τῆς συνεχίσεως τῆς ἐνισχύσεως τῶν παραδοσιακῶν δεσμῶν φιλίας καὶ συνεργασίας οἱ ὁποῖοι ἑνώνουν τὰ δύο κράτη, ἡ Κυβέρνησις τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας, συνεφώνησαν τὴν σύναψιν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου Χρηματοδοτήσεως.

Ἄρθρον 1.

Ποσὸν καὶ ἀντικείμενον τῆς οἰκονομικῆς βοηθείας.

Ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις χορηγεῖ εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν πιστωτικὰς διευκολύνσεις ὕψους 125 ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων κατ' ἀνώτατον ὅριον, διὰ τὴν χρηματοδότησιν :

— τῆς προμηθείας ἀπὸ τὴν Γαλλίαν κεφαλαιουχικῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν, ἀποδεκτῶν παρ' ἀμφοτέρων τῶν μερῶν καὶ ἀναφερομένων εἰς τὸν συνημμένον εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἐνδεικτικὸν πίνακα, συνολικῆς ἀξίας τριάκοντα (30) ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων κατ' ἀνώτατον ὅριον·

— διὰ τοῦ ὑπολοίπου, τῆς προμηθείας ἀπὸ τὴν Γαλλίαν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν προοριζομένων διὰ τὴν πραγματοποίησιν βιομηχανικῶν ἔργων, ἀποδεκτῶν παρ' ἀμφοτέρων τῶν μερῶν, εἰς τοὺς οἰκονομικοὺς τομεῖς οἱ ὁποῖοι ἀναφέρονται εἰς τὸν συνημμένον εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἐνδεικτικὸν πίνακα.

Ἡ οἰκονομικὴ αὐτὴ βοήθεια θὰ χορηγηθῇ ὑπὸ τὴν μορφήν :

— δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου συνολικοῦ ἀνωτάτου ὁρίου εἴκοσι πέντε (25) ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων.

— ἰδιωτικῶν πιστώσεων, ἠγγυημένων ὑπὸ τῆς Γαλλικῆς Ἀσφαλιστικῆς Ἑταιρείας διὰ τὸ Ἐξωτερικὸν Ἐμπόριον (COFACE) συνολικοῦ ἀνωτάτου ὁρίου ἑκατὸν (100) ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων.

Ἄρθρον 2.

Μηχανισμὸς χρησιμοποιήσεως τῆς οἰκονομικῆς βοηθείας.

Ἡ χρηματοδότησις τῶν ἔργων τὰ ὁποῖα θὰ ἐγκριθοῦν εἰς τὰ πλαίσια τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου πραγματοποιεῖται διὰ τῆς χρησιμοποιήσεως τόσον τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου, ὅσον καὶ τῶν ἠγγυημένων ἰδιωτικῶν πιστώσεων.

α) Τὸ ὕψος τῶν τραβηκτικῶν δικαιωμάτων ἐπὶ τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου καθορίζεται εἰς 20 % τοῦ ἐπαναπατριστέου εἰς τὴν Γαλλίαν ποσοῦ τῶν παραγγελιῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν.

β) Τὸ προϊὸν τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου προορίζεται διὰ τὴν χρηματοδότησιν τῶν προκαταβολῶν πρὸς τοὺς Γάλλους προμηθευτάς, αἱ ὁποῖαι οὕτω θὰ ἰσοῦνται πρὸς τὸ 20 % τῆς ἀξίας τῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν γαλλικῆς προελεύσεως. Τὸ ποσὸν τῆς προκαταβολῆς κατὰ τὴν παραγγελίαν πρέπει νὰ ἰσοῦται πρὸς τὸ 10 % τοὐλάχιστον τοῦ ποσοῦ τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὴν ἀνωτέρω παράγραφον (α).

γ) Αἱ ἠγγυημέναι ἰδιωτικαὶ πιστώσεις καλύπτουν τὸ ὑπόλοιπον τῆς χρηματοδοτήσεως τῶν ἔργων μέχρι συμπληρώσεως τοῦ 80 % τοῦ ἐπαναπατριστέου τμήματος.

Ἄρθρον 3.

Διαδικασία καὶ ὅροι χρησιμοποιήσεως τῶν πιστωτικῶν διευκολύνσεων.

α) Τὰ δάνεια τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου ἀποφέρουν τόκον 3,5 % ἐπὶ τοῦ ἑκάστοτε ὀφειλομένου ὑπολοίπου καὶ εἶναι ἐξοφλητέα εἰς 15 ἔτη, εἰς εἴκοσι πέντε (25) ἴσας διαδοχικὰς ἑξαμηνιαίας δόσεις, καταβλητέας μετὰ τὴν παρέλευσιν περιόδου χάριτος τριάντα (30) μηνῶν.

β) Οἱ τόκοι ὑπολογίζονται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἑκάστης ἀναλήψεως ἐκκαθαρίζονται δὲ καὶ καταβάλλονται εἰς τὸ τέλος ἑκάστου ἑξαμήνου.

γ) Σύμβασις ἐφαρμογῆς μεταξὺ τῆς Crèdit National, ἐνεργούσης διὰ λογαριασμὸν τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως, καὶ τῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος, ἐνεργούσης διὰ λογαριασμὸν τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως θὰ καθορίζῃ τὴν διαδικασίαν χρησιμοποιήσεως καὶ ἐξοφλήσεως τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου.

δ) Αἱ ἠγγυημέναι ἰδιωτικαὶ πιστώσεις θὰ ἐξοφλοῦνται :

— Ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰ βιομηχανικὰ ἔργα εἰς εἴκοσιν (20) ἴσας διαδοχικὰς ἑξαμηνιαίας δόσεις ἀρχομένας ἀπὸ τῆς παραδόσεως τοῦ ἐξοπλισμοῦ ἢ τῆς θέσεως ἐν λειτουργίᾳ τῶν ἐγκαταστάσεων, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοῦ ἐμπορικοῦ συμβολαίου ἢ τῆς τραπεζικῆς συμφωνίας.

— ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὸν κεφαλαιουχικὸν ἐξοπλισμὸν ἢ τὰς ὑπηρεσίας, εἰς δέκα (10) ἴσας, διαδοχικὰς ἑξαμηνιαίας δόσεις, ἀρχομένας ἀπὸ τῆς παραδόσεως ἢ τῆς ἐκτελέσεως:

Τὸ ἐμπορικὸν συμβόλαιον ἢ ἡ τραπεζικὴ σύμβασις θὰ καθορίζουν ὡσαύτως τὰ ἐπιτόκια τῶν πιστώσεων αὐτῶν, τὰ ὁποῖα θὰ εἶναι τὰ συνήθη ἐπιτόκια διὰ τὰς πιστώσεις τοῦ εἴδους τούτου. Αἱ πιστώσεις αὗται θὰ εἶναι ἠγγυημέναι ὑπὸ τῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος.

ε) Τὸ νόμισμα τῶν λογαριασμῶν καὶ τῶν πληρωμῶν εἶναι τὸ γαλλικὸν φράγκον.

Ἄρθρον 4.

Προθεσμία θέσεως ἐν λειτουργίᾳ.

Διὰ τὴν ἀπόκτησιν δικαιώματος ἀντλήσεως ἐκ τῶν καθοριζομένων εἰς τὸ ἄρθρον 1 πιστώσεων τὰ κατ' ἰδίαν συμβόλαια μετὰ τῶν Γάλλων προμηθευτῶν θὰ πρέπει νὰ συναφθοῦν τὸ ἀργότερον μέχρι τῆς 31ης Μαρτίου 1979. Θὰ πρέπει δὲ νὰ ἀνέρχωνται εἰς τὸ ποσὸν τῶν δέκα (10) ἑκατομμυρίων φράγκων τοὐλάχιστον προκειμένου περὶ βιομηχανικῶν ἔργων

καὶ εἰς τὸ ποσὸν τοῦ ἑνὸς (1) ἑκατομμυρίου φράγκων προκειμένου περὶ κεφαλαιουχικοῦ ἐξοπλισμοῦ καὶ παροχῆς ὑπηρεσιῶν.

Οὐδεμία ἀνάληψις ἐκ τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου τῶν χορηγουμένων διὰ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου δύναται νὰ λάβῃ χώραν μετὰ τὴν 31ην Μαρτίου 1981.

Αἱ προθεσμίαι αὗται δύνανται νὰ παραταθοῦν κατόπιν κοινῆς συμφωνίας τῶν γαλλικῶν καὶ ἑλληνικῶν ἀρχῶν.

Ἄρθρον 5.

Τρόπος ὑπαγωγῆς εἰς τὸ Πρωτόκολλον.

Ἡ ὑπαγωγὴ εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον συμβολαίων ἀναφερομένων εἰς βιομηχανικὰ ἔργα καὶ ἀγορὰν κεφαλαιουχικοῦ ἐξοπλισμοῦ ἢ παροχὴν ὑπηρεσιῶν ὡς προβλέπονται εἰς τὸ ἄρθρον 1 θὰ ἀποφασίζεται δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν μεταξὺ τοῦ Ἐμπορικοῦ Συμβούλου τῆς Γαλλικῆς Πρεσβείας εἰς τὰς Ἀθήνας, ἐνεργοῦντος διὰ λογαριασμὸν τῶν ἁρμοδίων γαλλικῶν ἀρχῶν, καὶ τῆς ἁρμοδίας ὑπηρεσίας τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ.

Διὰ τῆς ἰδίας διαδικασίας ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν θὰ δύναται νὰ τροποποιῆται ὁ συνημμένος εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἐνδεικτικὸς πίναξ.

Ἄρθρον 6.

Τὰ συμβόλαια τὰ χρηματοδοτούμενα βάσει τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου θὰ τιμολογοῦνται εἰς τιμὰς FOB ἐν τούτοις εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ἡ μεταφορὰ θὰ ἐπραγματοποιεῖτο μὲ πλοῖον ὑπὸ γαλλικὴν σημαίαν, ἡ χρηματοδότησις τοῦ ναύλου καὶ τῶν ἀσφαλίστρων θὰ ἠδύνατο νὰ ἐξασφαλισθῇ, κατὰ τὰς ἀναλογίας τὰς ἀναφερομένας εἰς τὸ ἄρθρον 1 διὰ τῆς χρησιμοποιήσεως τοῦ δανείου τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου καὶ τῶν ἠγγυημένων ἰδιωτικῶν πιστώσεων.

Ἄρθρον 7.

Ἔναρξις ἐφαρμογῆς.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑπογραφῆς του.

Ἐν Παρισίοις τῇ 20 Ὀκτωβρίου 1977
(εἰς διπλοῦν)

| Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας | Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας |
|---|---|
| ΠΕΤΡΟΣ ΠΑΠΑΔΑΚΗΣ | MICHEL PEBEREAU |

ΕΝΔΕΙΚΤΙΚΟΣ ΠΙΝΑΞ

τῶν Τομέων τῆς Ἑλληνικῆς Οἰκονομίας καὶ τῶν Κεφαλαιουχικῶν Ἀγαθῶν καὶ Ὑπηρεσιῶν τὰ ὁποῖα δύνανται νὰ χρηματοδοτηθοῦν ἀπὸ τὰς Πιστώσεις τοῦ Πρωτοκόλλου.

1. Τομεῖς εἰς τοὺς ὁποίους ἀναφέρονται τὰ εἰς τὸ ἄρθρον 1 βιομηχανικὰ ἔργα.

— Τηλεπικοινωνίαι

— μονάδες παραγωγῆς διὰ γεωργικὰς βιομηχανίας καὶ βιομηχανίας εἰδῶν διατροφῆς.

— μικραὶ χαλυβουργικαὶ μονάδες καὶ πλήρη ἐργαστήρια διὰ σιδηροβιομηχανίας.

— Παραγωγὴ καὶ διανομὴ ἠλεκτρικοῦ ρεύματος (συμπεριλαμβανομένου καὶ τοῦ ἠλεκτρολογικοῦ ἐξοπλισμοῦ μιᾶς τσιμεντοβιομηχανίας)

— ἠλεκτρονικὸς ἐξοπλισμὸς ἀεροδρομίου

— παραγωγὴ πλαστικῶν

2. Κεφαλαιουχικὸς ἐξοπλισμὸς

— ἐργαλειομηχαναὶ

— γεωργικὰ μηχανήματα καὶ ἐξοπλισμὸς

— μηχανήματα καὶ ἐξοπλισμὸς βιομηχανίας εἰδῶν διατροφῆς

— ἀκτινολογικὰ μηχανήματα καὶ χειρουργικὰ ἐργαλεῖα

— ἐξοπλισμὸς προοριζόμενος δι' ἐπιστημονικὴν καὶ ἰατρικὴν ἔρευναν

— μηχανήματα κλιματισμοῦ, βιομηχανιῶν

— ἐξοπλισμὸς προοριζόμενος διὰ τοὺς σιδηροδρόμους καὶ τὸ μετρὸ (μηχαναὶ ἕλξεως, τηλεπικοινωνιακὸν ὑλικὸν καὶ ὑλικὸν σηματοδοτήσεως, ἀνυψωτῆρες συνεργείων).

— βαρέα μηχανήματα δημοσίων ἔργων (ἐκσκαφεῖς μηχανικὰ πτύα)

— πλοῖα διάφορα.

Ἄρθρον Δεύτερον

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 28 Μαρτίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

| ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ | ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ |
|---|---|
| **ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ** | **ΓΙΑΝΝΗΣ ΜΠΟΥΤΟΣ** |

***Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.***

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Μαρτίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ**

(2)

**ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 764**

*Περὶ ἀπαλλαγῆς ἐκ τῶν ὑπὲρ τοῦ Δημοσίου καὶ τρίτων κρατήσεων, τῶν πάσης φύσεως δαπανῶν εἰς βάρος τῶν εἰδικῶν προγραμμάτων ἐξοπλισμοῦ καὶ ὑποδομῆς τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων καὶ τῶν Σωμάτων Ἀσφαλείας.*

ΟΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον 1.

Ἀπαλλάσσονται τῶν κρατήσεων ὑπὲρ τοῦ Δημοσίου καὶ τρίτων αἱ πάσης φύσεως δαπάναι εἰς βάρος τῶν πιστώσεων εἰδικῶν προγραμμάτων ἐξοπλισμοῦ καὶ ὑποδομῆς τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων καὶ τῶν Σωμάτων Ἀσφαλείας. Ἐξαιροῦνται τῆς ἀπαλλαγῆς αἱ προβλεπόμεναι εἰσφοραὶ ὑπὲρ ὀργανισμῶν κυρίας καὶ Ἐπικουρικῆς Ἀσφαλίσεως διὰ τὸ ἀπασχολούμενον προσωπικὸν ἐπὶ σχέσει ἐργασίας ἰδιωτικοῦ δικαίου.

Ἄρθρον 2.

Αἱ διατάξεις τοῦ προηγουμένου ἄρθρου ἐφαρμόζονται καὶ ἐπὶ τῶν πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος του πραγματοποιηθεισῶν, ὡς ἀνωτέρω, δαπανῶν, διὰ τὰς ὁποίας δὲν ἐνηργήθησαν κρατήσεις.

Ἄρθρον 3.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος Νόμου ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Μαρτίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

| ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ | ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ |
|---|---|
| **ΕΥΑΓΓ. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ** | **ΓΙΑΝΝΗΣ ΜΠΟΥΤΟΣ** |

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΕΩΣ
**ΑΝΑΣΤΑΣΙΟΣ ΜΠΑΛΚΟΣ**

***Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.***

Ἐν Ἀθήναις τῇ 1 Ἀπριλίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ**

(3)

## ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 765

*Περὶ μονιμοποιήσεως τῶν ἐκτάκτων ὑπαλλήλων τῶν ἐπανελθόντων εἰς τὴν ὑπηρεσίαν κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Ν. 193/1975, ἐπιλογῆς ἀσφαλιστικοῦ φορέως παρὰ τῶν ὑπαγομένων εἰς τὰς διατάξεις τοῦ Ν.Δ. 874/1971, τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ Ν. 103/1975 καὶ ρυθμίσεως ἑτέρων τινῶν συνταξιοδοτικῶν θεμάτων.*

### Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον 1.

1. Οἱ κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Ν. 193/1975 «περὶ ἐπαναφορᾶς εἰς τὴν ὑπηρεσίαν ἀπολυθέντων ἐκτάκτων, ἐπὶ θητείᾳ ἢ ἐπὶ σχέσει ἐργασίας δημοσίου ἢ ἰδιωτικοῦ δικαίου ὑπαλλήλων καὶ ἐργατοτεχνιτῶν τοῦ Δημοσίου, Ὀργανισμῶν Τοπικῆς Αὐτοδιοικήσεως καὶ Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαίου καὶ ρυθμίσεως συναφῶν θεμάτων» ἐπανελθόντες εἰς τὴν ὑπηρεσίαν καὶ ὑπηρετοῦντες, κατὰ τὴν δημοσίευσιν τοῦ παρόντος, δύνανται νὰ διορίζωνται καὶ ἐντάσσωνται εἰς ὑφισταμένας κενὰς τακτικὰς θέσεις ἢ εἰς τοιαύτας συνιστωμένας παρὰ ταῖς οἰκείαις ὑπηρεσίαις ἀναλόγως τῶν ἀναγκῶν τούτων, διὰ Π. Δ/γμάτων ἐκδιδομένων ἐπὶ τῇ προτάσει τῶν Ὑπουργῶν Προεδρίας Κυβερνήσεως, Οἰκονομικῶν καὶ τοῦ ἁρμοδίου κατὰ περίπτωσιν Ὑπουργοῦ, ἐπὶ μειώσει ἰσαρίθμων θέσεων ἐκτάκτων ὑπαλλήλων.

2. Δὲν ὑπάγονται εἰς τὰς διατάξεις τῆς προηγουμένης παραγράφου οἱ ἀνήκοντες εἰς τὰς κατηγορίας τὰς ἀναφερομένας ἐν τῇ παραγράφῳ 2 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Ν.Δ. 169/69 «περὶ τακτοποιήσεως ἐκτάκτων ὑπαλλήλων τῶν Δημοσίων Ὑπηρεσιῶν καὶ Ν.Π.Δ.Δ.».

3. Ὁ κατὰ τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου διορισμὸς καὶ ἔνταξις ἐνεργεῖται κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ Ν.Δ. 169/1969 καὶ ὑπὸ τοὺς ἐν αὐτῷ ὅρους καὶ προϋποθέσεις, ἐφαρμοζομένων ἀναλόγως καὶ τῶν λοιπῶν διατάξεων αὐτοῦ, ἐφ' ὅσον ἀφοροῦν εἰς τὸ διὰ τοῦ παρόντος ρυθμιζόμενον θέμα ὡς καὶ εἰς τὸ θέμα τῆς ἐπικουρικῆς των ἀσφαλίσεως. Εἰδικῶς τὰ ἐν τῇ παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ Νομοθετικοῦ τούτου Διατάγματος ἀνώτατα ὅρια ἡλικίας προσαυξάνονται κατὰ ἐννέα ἔτη.

Ἐξαιρετικῶς ὁ διορισμὸς καὶ ἡ ἔνταξις τῶν ἀνωτέρων καὶ ἀνωτάτων ὑπαλλήλων τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ ἐνεργεῖται κατὰ τὰς διατάξεις τῶν Ν.Δ. 432/1970 «περὶ ἀναδιοργανώσεως τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ» καὶ 642/1970 «περὶ τροποποιήσεως τοῦ Ν.Δ. 432/1970 «περὶ ἀναδιοργανώσεως τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ» συνιστωμένων τῶν σχετικῶν θέσεων δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Συντονισμοῦ, ἐπὶ μειώσει ἰσαρίθμων θέσεων ἐκτάκτων ὑπαλλήλων.

Ἄρθρον 2.

1. Ἡ ἐπὶ ποσοστείς προϋπηρεσία τῶν μονιμοποιηθέντων βάσει τῶν διατάξεων τοῦ Ν.Δ. 169/1969 ὡς καὶ τῶν μονιμοποιουμένων, βάσει τοῦ παρόντος ὑπαλλήλων Ν.Π.Δ.Δ. ἡ παρασχεθεῖσα κατὰ πλήρες ὡράριον ἐργασίας καὶ καθ' ὅλας τὰς ἐργασίμους ἡμέρας τοῦ μηνός, ἀναγνωρίζεται ὡς συντάξιμος βάσει τῶν διατάξεων τῶν Ν.Δ. 3163/55 καὶ 4277/1962 ὑπὸ τοῦ ἀπονέμοντος τὴν σύνταξιν Ἀσφαλιστικοῦ Ὀργανισμοῦ Κυρίας Ἀσφαλίσεως καὶ προσμετρεῖται εἰς τὴν λοιπὴν συντάξιμον ὑπηρεσίαν αὐτῶν.

2. Ἡ ἀνωτέρω διάταξις ἔχει ἐφαρμογὴν καὶ ἐπὶ τῶν οἰκογενειῶν τῶν ἀποβιούντων τῆς ὡς ἄνω κατηγορίας.

Ἄρθρον 3.

Ἐπαναφορὰ εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν καὶ βαθμολογικὴ ἀποκατάστασις, γενόμεναι κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων 4 καὶ 5 τοῦ Ν.Δ. 76/1974 «περὶ ἐπαναφορᾶς ἀπολυθέντων ἢ ἐξαναγκασθέντων εἰς παραίτησιν ὑπαλλήλων, ἀποκαταστάσεως ὑποβιβασθέντων καὶ ρυθμίσεως συναφῶν θεμάτων», παρὰ τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῶν ἄρθρων τούτων Ἐπιτροπῆς, κατόπιν αἰτήσεως ὑποβληθείσης μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς ἐν αὐταῖς προθεσμίας, ὡς αὕτη μεταγενεστέρως παρετάθη, θεωροῦνται ἔγκυροι καὶ ἰσχυραὶ διὰ πάσας τὰς συνεπείας καὶ ὡς πρὸς τὸ εἰς σύνταξιν δικαίωμα.

Ἄρθρον 4.

Αἱ διατάξεις τοῦ Ν.Δ. 119/1974 «περὶ ἀναθεωρήσεως ὑποθέσεων ὀργάνων Χωροφυλακῆς, Ἀστυνομίας Πόλεων καὶ Πυροσβεστικοῦ Σώματος ἐξελθόντων τῆς Ὑπηρεσίας κατὰ τὸ ἀπὸ 21.4.1967 μέχρι 23.7.1974 χρονικὸν διάστημα διὰ πολιτικοὺς λόγους», ἐφαρμόζονται ἀναλόγως καὶ ἐπὶ τῶν, κατὰ τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 4 καὶ 5 τοῦ Ν. 488/1976 «περὶ τροποποιήσεως διατάξεών τινων τοῦ Ν.Δ. 974/1971 καὶ ἄλλων συναφῶν διατάξεων», ἀποκατασταθέντων κατωτέρων ὀργάνων τῶν Σωμάτων Χωροφυλακῆς, Ἀστυνομίας Πόλεων καὶ Πυροσβεστικοῦ.

Ἄρθρον 5.

1. Οἱ, κατὰ τὴν δημοσίευσιν τοῦ παρόντος νόμου, ὑπηρετοῦντες ἐπὶ συμβάσει ὑπάλληλοι τοῦ Δημοσίου, οἱ ὑπαγόμενοι εἰς τὰς διατάξεις τοῦ Ν.Δ. 874/1971 «περὶ συμπληρώσεως διατάξεων τῆς κειμένης νομοθεσίας «περὶ ἀπονομῆς τῶν πολιτικῶν καὶ στρατιωτικῶν συντάξεων»», δύνανται νὰ ἐπιλέξουν τὴν συνταξιοδότησίν των ἐκ τοῦ ΙΚΑ κατὰ τὰς διατάξεις περὶ κοινῶν ἠσφαλισμένων, ἀντὶ τῆς ἐκ τοῦ Δημοσίου τοιαύτης, διὰ δηλώσεώς των ἐφ' ἅπαξ ὑποβαλλομένης, ἐντὸς προθεσμίας ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ παρόντος νόμου, εἰς τὰς Διευθύνσεις Διοικητικοῦ τῶν παρ' οἷς ὑπηρετοῦν Ὑπουργείων.

2. Ἐὰν ἤθελον ἐπιλέξει τὴν συνταξιοδότησίν των ἐκ τοῦ Δημοσίου, ἐξαιροῦνται τῆς παρὰ τῷ ΙΚΑ ἀσφαλίσεως διὰ τὸν Κλάδον Συντάξεων.

3. Διὰ τοὺς ἐπιλέξαντας τὴν συνταξιοδότησιν ἐκ τοῦ ΙΚΑ, ἐφ' ὅσον εἶχε διακοπῆ ἡ ἀσφάλισις αὐτῶν, κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Ν.Δ. 874/1971, θεωρεῖται ὅτι οὐδέποτε ἐξῆλθον τῆς ἀσφαλίσεως αὐτοῦ, ἐπὶ τῇ καταβολῇ τῶν κεκανονισμένων εἰσφορῶν, ἐργοδότου μὲν παρὰ τοῦ Δημοσίου, ἠσφαλισμένου δὲ παρ' αὐτῶν.

Ἄρθρον 6.

1. Ἡ παρ. 4 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Ν. 103/1975 «περὶ καταβολῆς ἐφ' ἅπαξ χρηματικοῦ βοηθήματος εἰς τοὺς ἐκ τῆς ὑπηρεσίας ἀποχωροῦντας λόγῳ συνταξιοδοτήσεως ὑπαλλήλους Ν.Π.Δ.Δ. ἁπάσης τῆς Χώρας» καταργεῖται.

2. Τὸ ἐδάφιον α' τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ Ν. 103/1975 τροποποιεῖται ὡς ἀκολούθως:

«Διὰ Π. Δ/των ἐκδιδομένων προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν δύναται νὰ ὁρισθοῦν αἱ προϋποθέσεις καὶ ἡ ἔκτασις ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τῆς παρ. 3 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ παρόντος καὶ ἐπὶ τῶν ἀπὸ 21 Ἀπριλίου 1967 ἐξελθόντων τακτικῶν ὑπαλλήλων τῶν Ν.Π.Δ.Δ.».

3. Τὸ ἄρθρον 4 τοῦ Ν. 103/1975 λαμβάνει ἀριθμὸν 5, μετὰ δὲ τὸ ἄρθρον 3 προστίθεται ἄρθρον 4 ἔχον οὕτω:

«Οἱ κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος νόμου δικαιούμενοι ἐφ' ἅπαξ χρηματικοῦ βοηθήματος, οὐδενὸς ἑτέρου ἐφ' ἅπαξ χρηματικοῦ βοηθήματος ἢ ἀποζημιώσεως δικαιοῦνται».

Ἄρθρον 7.

1. Συνταξιοῦχοι Ν.Π.Δ.Δ., ὧν τὸ τακτικὸν προσωπικὸν ὑπάγεται εἰς τὸ εἰδικὸν συνταξιοδοτικὸν καθεστὼς τοῦ Ν. 3163/1955 «περὶ συνταξιοδοτήσεως τοῦ προσωπικοῦ τοῦ Ἱδρύματος τῶν Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων», ἐξελθόντες τῆς ὑπηρεσίας, ἀπὸ τῆς ὑπαγωγῆς τοῦ τακτικοῦ προσωπικοῦ τοῦ οἰκείου Ν.Π.Δ.Δ. εἰς τὸ καθεστὼς τοῦτο μέχρι τῆς 31.12.71 δικαιοῦνται τῆς συντάξεως τοῦ εἰδικοῦ τούτου καθεστῶτος,

ἔστω καὶ ἂν διὰ τὸν χρόνον ὑπηρεσίας των κατεβλήθη κατὰ τὴν ἀπομάκρυνσίν των ἐκ τῆς ὑπηρεσίας ἐφ' ἅπαξ ἀποζημίωσις ἢ χρηματικὴ ἀμοιβὴ παρὰ τοῦ ἐργοδότου Ν.Π.Δ.Δ.

Οἱ ἐξελθόντες τῆς ὑπηρεσίας ἀπὸ 1.1.1972 μέχρι τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος δικαιοῦνται τῆς συντάξεως ταύτης, ἐφ' ὅσον ἤθελον ἐπιστρέψει εἰς τὸν Κλάδον συντάξεως τοῦ ΙΚΑ τὸ ἥμισυ τῆς ληφθείσης ἐφ' ἅπαξ ἀποζημιώσεως ἢ χρηματικῆς ἀμοιβῆς, διὰ μηνιαίων δόσεων, παρακρατουμένων ἐκ τῆς ἀνηκούσης αὐτοῖς συντάξεως. Τὸ ποσὸν τῆς μηνιαίας δόσεως ὁρίζεται εἰς τὸ 1/20 τῆς συντάξεως καὶ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται νὰ εἶναι ἔλασσον τῶν πεντακοσίων (500) δραχμῶν.

2. Εἰς περίπτωσιν, καθ' ἣν οἱ περὶ ὧν ἡ παράγραφος 1 συνταξιοῦχοι δὲν ἔτυχον ἐφ' ἅπαξ ἀποζημιώσεως ἢ χρηματικῆς ἀμοιβῆς, προκειμένου νὰ τύχουν τῆς συντάξεως τοῦ εἰδικοῦ συνταξιοδοτικοῦ καθεστῶτος τοῦ Ν. 3163/1955, δύνανται νῦν νὰ αἰτήσωνται τήν, ἣν ἐδικαιοῦντο, κατὰ τὴν ἔξοδόν των ἐκ τῆς ὑπηρεσίας ἐφ' ἅπαξ ἀποζημίωσιν ἢ χρηματικὴν ἀμοιβήν. Ἡ ἀποζημίωσις αὕτη ἢ χρηματικὴ ἀμοιβὴ περιορίζεται εἰς τὸ ἥμισυ διὰ τοὺς ἐξελθόντας τῆς ὑπηρεσίας κατὰ τὸ χρονικὸν διάστημα ἀπὸ 1.1.1972 μέχρι τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος.

Ἄρθρον 8.

Ἡ αἴτησις ἐκ μέρους τῶν ἐνδιαφερομένων διὰ τὴν ὑπαγωγήν των εἰς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος νόμου, δέον νὰ ὑποβληθῇ ἐντὸς ἀνατρεπτικῆς προθεσμίας ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος νόμου, τὰ δὲ οἰκονομικὰ ἀποτελέσματα ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς του ἄρχονται ἀπὸ τῆς πρώτης τοῦ μηνὸς τῆς χρονολογίας ἐκδόσεως τῆς σχετικῆς πράξεως ἢ ἀποφάσεως.

Ἄρθρον 9.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Μαρτίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ — ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

**ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ** — **ΓΙΑΝΝΗΣ ΜΠΟΥΤΟΣ**

ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ

**ΣΠΥΡΙΔΩΝ ΔΟΞΙΑΔΗΣ**

*Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.*

Ἐν Ἀθήναις τῇ 1 Ἀπριλίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ**

# ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(4)

## ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 219

Περὶ αὐξήσεως τῶν ὑπὸ τοῦ ΤΣΑΥ χορηγουμένων συντάξεων.

### Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει:

1. Τὴν διάταξιν τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ Ν. Δ/τος 306/1974, «περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως διατάξεών τινων τῆς περὶ ΤΣΑΥ νομοθεσίας» (ΦΕΚ 40/1974 τ. Α').

2. Τὸ ὑπ' ἀριθ. 282/1977 Προεδρικὸν Διάταγμα «περὶ αὐξήσεως τῶν ὑπὸ τοῦ ΤΣΑΥ χορηγουμένων συντάξεων» (ΦΕΚ 93/1977 τ. Α').

3. Τὴν ὑπ' ἀριθ. Δ3/2087/6.12.1977 κοινὴν ἀπόφασιν τοῦ Πρωθυπουργοῦ καὶ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν «περὶ ἀναθέσεως ἁρμοδιοτήτων στοὺς Ὑφυπουργοὺς Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν» (ΦΕΚ 1278/1977 τ. Β').

4. Τὴν γνώμην τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΤΣΑΥ διατυπωθεῖσαν κατὰ τὴν ὑπ' ἀριθ. 816/5.10.77 συνεδρίασιν αὐτοῦ.

5. Τὴν γνώμην τοῦ παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν ἑδρεύοντος Συμβουλίου Κοινωνικῆς Ἀσφαλείας, διατυπωθεῖσαν κατὰ τὴν ὑπ' ἀριθ. 24/8.3.1978 συνεδρίασιν αὐτοῦ.

6. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 225/1978 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ ἐπὶ τῶν Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν Ὑφυπουργοῦ, ἀποφασίζομεν:

Ἄρθρον μόνον.

1. Αἱ ὑπὸ τοῦ ΤΣΑΥ χορηγούμεναι συντάξεις, ὡς διεμορφώθησαν διὰ τοῦ ὑπ' ἀριθ. 282/1977 Π. Δ/τος, αὐξάνονται γενικῶς κατὰ ποσοστὸν δέκα πέντε ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν (15%) ὡς κατωτέρω:

α) Ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1978 κατὰ ποσοστὸν 10%.

β) Ἀπὸ 1 Μαΐου 1978 κατὰ τὸ ὑπόλοιπον ποσοστὸν 5%.

Εἰς τὸν ἐπὶ τῶν Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν Ὑφυπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Π. Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Μαρτίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ**

Ο ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ

**ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΠΟΣΤΟΛΑΤΟΣ**

(5)

## ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 220

Περὶ ἐπικυρώσεως πινάκων κρίσεως κατωτέρων Ἀξιωματικῶν Λιμενικοῦ Σώματος διὰ τὸ ἔτος 1978.

### Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

1. Ἔχοντες ὑπ' ὄψει:

α. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 10121/85/77/10.12.1977 ἀπόφασιν ΥΕΝ/ΔΔ1ον «περὶ καθορισμοῦ τῶν ὑπὸ κρίσιν Ἀξιωματικῶν Λ.Σ. (ΕΥ) διὰ τὸ ἔτος 1978».

β. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 010121/4/78/11.1.1978 ἀπόφασιν ΥΕΝ/ΔΔ1ον «περὶ συγκροτήσεως Συμβουλίου Λιμενικοῦ Σώματος ἔτους 1978».

γ. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 010121/17/78/2.3.1978 ἀπόφασιν ΥΕΝ/ΔΔ1ον «περὶ συγκλήσεως τοῦ Συμβουλίου Λιμενικοῦ Σώματος ἔτους 1978».

δ. Τὸ ἀπὸ 6ης Μαρτίου 1978 πρακτικὸν τοῦ Συμβουλίου Λιμενικοῦ Σώματος ἔτους 1978.

2. Ἰδόντες τὰς διατάξεις:

α. Τοῦ Ν. 5464/1932 «περὶ αὐθεντικῆς ἑρμηνείας τοῦ ἄρθρου 21 τοῦ ἀπὸ 27.5.1927 Ν.Δ. «περὶ Διοικήσεως τοῦ Ἐμπορικοῦ Ναυτικοῦ» (ΦΕΚ 172 Α').

β. Τῶν ἄρθρων 19 (παρ. 1 ἐδάφ. α), 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 31, 32 (παρ. 2 καὶ 3), 33, 36 (παρ. 1 ἐδάφ. γ καὶ 4), 38, 39, 40, 45, 46, 47, 48, 51, 52 καὶ 55 τοῦ Ν.Δ. 139/69 «περὶ ἱεραρχίας, προαγωγῶν, ἀποστρατείας καὶ μεταθέσεων τῶν μονίμων Ἀξιωματικῶν τῶν Σωμάτων Χωροφυλακῆς, Ἀστυνομίας Πόλεων, Λιμενικοῦ καὶ Πυροσβεστικοῦ» (ΦΕΚ 57 Α'), προτάσει τοῦ ἐπὶ τῆς Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν:

Ἐπικυροῦμεν τοὺς ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Λιμενικοῦ Σώματος ἔτους 1978, συνταχθέντας πίνακας κρίσεως κατωτέρων Ἀξιωματικῶν Λ.Σ. καὶ Λ.Σ. (ΕΥ), περὶ ὧν τὸ ἀπὸ 6ης Μαρτίου 1978 πρακτικὸν τοῦ Συμβουλίου τούτου, ὡς ἀκολούθως:

Α'. Διὰ τοὺς Ὑποπλοιάρχους Λ.Σ. (ΓΥ) (ἄρθρον 40 παρ. 2δ) τοῦ Ν.Δ. 139/69:

α. Πίνακα Α' «προακτέων κατ' ἐκλογήν».
β. Πίνακα Β' «προακτέων κατ' ἀρχαιότητα».
γ. Πίνακα Γ' «παραμενόντων εἰς τὸν αὐτὸν βαθμόν».
δ. Πίνακα Δ' «Ἀποστρατευτέων».

Β'. Διὰ τοὺς Ὑποπλοιάρχους Λ.Σ. (ΕΥ) (ἄρθρον 40 παρ. 2δ) τοῦ Ν.Δ. 139/69:

α. Πίνακα Α' «προακτέων κατ' ἐκλογήν».
β. Πίνακα Β' «προακτέων κατ' ἀρχαιότητα».
γ. Πίνακα Γ' «παραμενόντων εἰς τὸν αὐτὸν βαθμόν».
δ. Πίνακα Δ' «Ἀποστρατευτέων».

Γ'. Διὰ τοὺς Ὑποπλοιάρχους Λ.Σ. (ΕΥ) τοὺς κρινομένους κατὰ τὰς περὶ 35ετίας διατάξεις καὶ ὁρίου ἡλικίας (ἄρθρα 51 καὶ 52) τοῦ Ν.Δ. 139/69:

α. Πίνακα Α' «προακτέων κατ' ἐκλογήν».
β. Πίνακα Β' «προακτέων κατ' ἀρχαιότητα».
γ. Πίνακα Γ' «Ἀποστρατευτέων».

Δ'. Διὰ τοὺς Ἀνθυποπλοιάρχους Λ.Σ. (ΕΥ) (ἄρθρον 40 παρ. 2ε τοῦ Ν.Δ. 139/69):

α. Πίνακα Α' «προακτέων κατ' ἀρχαιότητα».
β. Πίνακα Β' «παραμενόντων εἰς τὸν αὐτὸν βαθμόν».
γ. Πίνακα Γ' «Ἀποστρατευτέων».

Ε'. Διὰ τοὺς Σημαιοφόρους Λ.Σ. (ΓΥ) (ἄρθρον 40 παρ. 2ε τοῦ Ν.Δ. 139/69):

α. Πίνακα Α' «προακτέων κατ' ἀρχαιότητα».
β. Πίνακα Β' «παραμενόντων εἰς τὸν αὐτὸν βαθμόν».
γ. Πίνακα Γ' «Ἀποστρατευτέων».

ΣΤ'. Διὰ τοὺς Σημαιοφόρους Λ.Σ. (ΕΥ) (ἄρθρον 40 παρ. 2ε τοῦ Ν.Δ. 139/69):

α. Πίνακα Α' «προακτέων κατ' ἀρχαιότητα».
β. Πίνακα Β' «παραμενόντων εἰς τὸν αὐτὸν βαθμόν».
γ. Πίνακα Γ' «Ἀποστρατευτέων».

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Προεδρικοῦ Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Μαρτίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ**

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ
**ΕΜΜ. ΚΕΦΑΛΟΓΙΑΝΝΗΣ**

# Η ΓΕΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

## ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτήσια συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδας τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν φύλλων της ποὺ πουλιοῦνται τμηματικὰ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1974 ὡς ἀκολούθως:

## Α' ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

| | | |
|---|---|---|
| 1. Γιὰ τὸ Τεῦχος Α' | Δραχ. | 600 |
| 2. » » » Β' | » | 700 |
| 3. » » » Γ' | » | 500 |
| 4. » » » Δ' | » | 1.000 |
| 5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κτλ | » | 500 |
| 6. » » » Παράρτημα | » | 300 |
| 7. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κτλ. | » | 3.000 |
| 8. » » Δελτίο Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας | » | 200 |
| 9. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη καὶ τὸ Δ.Ε.Β.Ι. | » | 6.000 |

Οἱ Δῆμοι καὶ οἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουν τὸ 1/2 τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

| | | |
|---|---|---|
| 1. Γιὰ τὸ Τεῦχος Α' | Δραχ. | 30 |
| 2. » » » Β' | » | 35 |
| 3. » » » Γ' | » | 25 |
| 4. » » » Δ' | » | 50 |
| 5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαίου κτλ | » | 25 |
| 6. » » » Παράρτημα | » | 15 |
| 7. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κτλ. | » | 150 |
| 8. » » Δελτίο Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας | » | 10 |
| 9. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη | » | 300 |

## Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., εἶναι 3 δρχ., ἀπὸ 9 ὡς 40 σελ. 8 δρχ., ἀπὸ 41 ὡς 80 σελ. 15 δρχ., ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατὰ 15 δρχ. ἀνὰ 80 σελίδες.

## Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

**Ι. Στὸ Τεῦχος Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης :**

**Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν :**

| | | |
|---|---|---|
| 1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων | Δραχ. | 400 |
| 2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν | » | 10.000 |
| 3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν | » | 2.000 |
| 4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων σὲ γενικὲς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρο 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων, ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 «περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ, ποὺ ἀναφέρονται σὲ προσωρινὲς διατάξεις | » | 1.000 |
| 5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυση Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939 | » | 200 |
| 6. Τῶν Ισολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν | » | 4.000 |
| 7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν | » | 1.000 |
| 8. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν» | » | 600 |
| 9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν», τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν γενικά, καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ, μὲ τὶς ὁποῖες ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ | » | 4.000 |
| 10. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων «περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70» | » | 2.000 |
| 11. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν» | » | 10.000 |
| 12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου «περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67» | Δραχ. | 1.000 |
| 13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς «περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967» | » | 1.000 |

**Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης :**

| | | |
|---|---|---|
| 1. Τῶν καταστατικῶν | » | 1.000 |
| 2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν | » | 400 |
| 3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων | » | 200 |
| 4. Τῶν ἰσολογισμῶν | » | 1.000 |
| 5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων | » | 1.000 |

**Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων :**

| | | |
|---|---|---|
| 1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων» | » | 1.000 |
| 2. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν ἀνωτέρω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων | » | 1.000 |
| **ΙΙ. Στὸ Τέταρτο τεῦχος,** τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων. | » | 400 |

Τὸ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων στὸ Τεῦχος Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης, ποὺ πρέπει νὰ καταβάλλεται ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ), ὁρίσθηκε γενικὰ σὲ 5ο/ο.

## Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, τὸ ὁποῖο φροντίζει ὁ ἐνδιαφερόμενος νὰ τὸ στείλει στὴν Ὑπηρεσία τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐξωτερικοῦ εἶναι δυνατὸ νὰ στέλνονται καὶ σὲ ἀνάλογο συνάλλαγμα μὲ ἐπιταγὴ ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντῆ τῶν Διοικητικῶν καὶ Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων καταβάλλεται ὡς ἑξῆς:

α) στὴν Ἀθήνα: στὸ Ταμεῖο τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου),

β) στὶς ὑπόλοιπες πόλεις τοῦ Κράτους: στὰ Δημόσια Ταμεῖα καὶ ἀποδίδεται στὸ ΤΑΠΕΤ σύμφωνα μὲ τὶς 192378/3639/1947(ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκύκλιες διαταγὲς τοῦ Γ.Λ.Κ.,

γ) στὶς περιπτώσεις συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ: ὅταν ἡ ἀποστολή τους γίνεται μὲ ἐπιταγές, μαζὶ μ' αὐτὲς στέλνεται καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστό.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς
**ΒΑΣΙΛΕΙΟΣ ΣΤ. ΝΙΚΑΣ**